

4 Politique

Déclaration de politique générale du Premier ministre, chef du gouvernement, Issoze Ngondet

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorables Députés,

Nous sommes ici, pour notre honneur, face à une tâche exaltante. Je vous parle, Honorables Députés, dans des conditions qui diffèrent de celles qui habituellement sont les nôtres, et nous savons pour-quoi.

Pourquoi ? Parce que le Palais Léon MBA, ce haut lieu de la démocratie dans notre pays, a été le théâtre d'un saccage lors de la dernière élection présidentielle. Mais nous sommes là. Ensemble. Forts. Debout.

Parce que la démocratie a triomphé. Aujourd'hui, c'est la première Déclaration de Politique Générale, du premier gouvernement du second mandat du Président Ali BONGO ONDIMBA.

C'est un honneur pour nous tous, pour tout homme politique, d'avoir la charge de conduire le pays vers tous les défis qui sont les siens. A cette tribune, celui qui vous parle n'oublie pas d'où il vient.

Il vient d'une province dont on ne pensait pas a priori, au regard de notre histoire, qu'elle fournirait au Gabon un Premier Ministre.

Mais l'enfant de cette province, a fait confiance à l'école gabonaise, (l'enfant de ce pays a fait confiance) à la politique gabonaise; il a été, comme chacun de vous, solliciter les suffrages des popula-

tions, a voulu servir sa province et surtout son pays ; et quand un pays sait donner une chance à un de ses enfants, d'où qu'il vienne, quelle que soit son origine, quand un pays peut vous juger sur le seul critère qui vaille, l'envie de le servir, alors ce pays mérite qu'on lui donne beaucoup.

Mais un pays ce n'est pas une idée désincarnée. Si nous sommes ici un Parlement libre et démocratique, si cette chance m'est donnée de travailler pour le Gabon au niveau des responsabilités qui sont les miennes aujourd'hui, c'est parce que son Président, le Président Ali BONGO ONDIMBA le rend possible.

Il en va ainsi de l'égalité des chances. Je voudrais donc le remercier, au nom des membres du Gouverne-

ment et en mon nom propre, pour cette grande marque d'estime et de confiance. A ses côtés, nous relèverons le grand défi démocratique qui est le nôtre.

Avant de vous parler de la politique, aujourd'hui mes premières pensées vont vers ceux qui ont donné leur vie pour que la démocratie soit protégée. Ils nous ont rappelé que la politique ce n'est pas uniquement des projets et des mots, mais que c'est aussi des femmes et des hommes prêts à tout donner pour le pays.

Avant d'être des membres de l'armée gabonaise ou de la police gabonaise, ce furent des Gabonais. Qu'ils soient à jamais remerciés pour leur sacrifice, qui permet au Gabon de parler de son avenir.

Je pense aussi à ceux qui, de bonne foi, et je ne veux pas déshonorer leurs actes, n'ont pas compris qu'ils ne choisissaient pas un camp contre un autre; mais la dictature contre la démocratie.

Tous ce sang coulé, est une insulte à la sagesse, à la pensée, au respect ; une insulte aux valeurs de la République que, d'ailleurs nous partageons tous, quelles que soient nos légitimes différences.

Si l'idéal de certains était d'en amener d'autres à se battre dans une rue, je voudrais leur dire qu'un idéal de violence est un pauvre idéal ; qu'il est un idéal plus haut, qui demande plus d'audace, et plus de vertu, c'est celui de travailler avec tous les Gabonais à élever le pays selon ses désirs exprimés démocratiquement.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorables Députés,

La démocratie est et sera le futur du Gabon. C'est notre engagement. C'est notre engagement à tous. Il n'y a pas d'alternative à cela.

Aujourd'hui, nous sommes face à une opportunité formidable. Il n'est probablement pas de moments plus exaltants pour faire de la politique au Gabon.

Pensons aux enjeux (qui nous sont très chers) qui sont les nôtres. Un enjeu de progrès économique qui profite à tous. Un enjeu de diversification de nos ressources. Un enjeu d'infrastructures. Un enjeu de paix, de sécurité, d'harmonie, chez nous mais bien au-delà, je pense à (la) notre région.

Nous devons donner une priorité absolue à la jeunesse, à travers une politique d'éducation et de formation, et toutes nos actions économiques doivent être pensées, en ayant la jeunesse en tête. C'est là un engagement fort de mon Gouvernement !

Alors que le monde a les yeux rivés sur la COP 22, nous devons garder en tête l'impératif environnemental qui doit nous guider. L'équilibre de la planète commence ici. En pensant à ce qu'il nous reste à faire, pensons déjà à ce qui a été fait.

Nous avons diversifié nos ressources ; le bois nous rapporte beaucoup par exemple ; le secteur minier est en transformation. Le secteur agro-alimentaire se renforce chaque jour. Nos infrastructures routières se développent. Notre offre de soin est meilleure.

Je voudrais dès lors rendre hommage aux initiatives courageuses entreprises par le Pr Daniel ONA ONDO à la tête du Gouvernement. Pendant près de trois ans, faut-il le rappeler, il a mené des réformes audacieuses et déterminantes pour faire avancer le pays dans ce sens. Je suis fier d'avoir appartenu à ses différents gouvernements.

Le Gabon engage une troisième étape de son histoire. Le Président Léon M'BA est le père de l'indépendance du Gabon. Le Président Omar BONGO ONDIMBA a donné au Gabon les structures d'un Etat performant et moderne. Avec le Président Ali BONGO ONDIMBA, nous devons nous, engager cette étape du développement économique du Gabon, pour que le progrès profite à tous, grâce à un Etat démocratique.

Ce progrès pour tous et pour chacun a été au cœur de son discours de campagne ; il rend le Gabon encore plus fort et stable, si bien qu'aucun des enjeux du siècle en Afrique ne peut se régler en l'absence de notre pays.

Les enjeux de l'Afrique sont les nôtres, l'enjeu environnemental, l'enjeu de la révolution énergétique, l'enjeu du développement éducatif, l'enjeu de la stabilité politique et de la paix. Nous devons être la nation qui progresse le plus en Afrique.

Pour relever ce défi, il nous faut accélérer le rythme de la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

Dans cette optique, notre premier objectif est politique: préserver la paix, donner un souffle nouveau et plus de vitalité à notre démocratie. Notre deuxième objectif est économique : relancer l'économie en créant, grâce à la revalorisation des secteurs hors pétrole, les conditions d'une croissance plus durable et plus inclusive. Notre troisième objectif est social: gagner la bataille pour l'emploi et concrétiser le programme de l'Egalité des chances.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorables Députés,

Renforcer notre jeune démocratie est un engagement majeur de mon Gouvernement. La consolidation de l'Etat de droit, la préservation de la paix et la stabilité du pays apparaissent dès lors comme des objectifs stratégiques.

La démocratie est un long processus souvent exposé aux menaces en tous genres. Nous venons d'en faire l'amère expérience lors de la dernière élection présidentielle, particulièrement dans la phase post-électorale.

Le discours politique s'est caractérisé par des outrances et par une violence inouïe. Des expressions abjectes, ayant entraîné des abominations les plus inqualifiables sous d'autres cieux, ont été utilisées sans retenue. Des vies ont été brisées, des compatriotes spoliés de leurs biens, des édifices en flammes.

A la base de tout cela, la haine : la haine de l'autre ; la haine du droit; et même la haine du pays. L'on a tenté d'opposer artificiellement les Gabonais aux Gabonais. L'on a tenté d'instrumentaliser la Communauté internationale contre le pays. Le patriotisme, valeur si chère au peuple gabonais, s'est effrité.

Face à cette dérive jamais connue dans notre pays, le Président Ali BONGO ONDIMBA a su résister. Il y a opposé le respect et l'amour du prochain; il y a opposé l'Etat de droit et le patriotisme. Il a été le rempart contre les radicalismes et les extrémismes qui ont failli entraîner la rupture du lien national et du pacte républicain.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorables Députés,

Ce progrès que nous voulons tous, ne peut se faire sans la participation et l'implication de tous. Le Président de la République a lancé un appel au dialogue et au rassemblement. Personne n'a besoin de se renier pour se rassembler. La seule exigence, c'est l'amour du Gabon. Nous souhaitons que cette main tendue soit saisie. Les enjeux que je citais à l'instant sont plus importants que ce qui nous sépare. Notre bien commun, vaut bien cet effort.

Le dialogue a été l'arme par laquelle notre pays a vaincu le spectre des crises les plus graves et les plus complexes de notre histoire. Il en a été ainsi de la Conférence nationale de 1990, des Accords de Paris de 1994 et des Accords d'Arambo de 2006.

En effet, toutes ces concertations ont permis aux acteurs de chaque époque de se parler. Ils ont pu ainsi apaiser les tensions qui menaçaient la cohésion nationale aux lendemains des scrutins politiques.

Le dialogue politique auquel le Président de la République a convié les forces vives de la Nation,

concourt à vivifier le nouveau pacte républicain base sur le progrès pour tous et pour chacun.

Comme il l'a souligné dans son discours d'investiture, ce dialogue doit nous permettre (je cite) de « *sortir de la logique du conflit permanent qui dénature fortement nos valeurs, nos relations et notre vivre ensemble* » (fin de citation).

Mettons nos pas, dans les traces de nos devanciers.

Qu'il me soit permis ici de saluer les figures de l'opposition qui ont su saisir la portée historique de ce dialogue et se sont déjà déclarées prêtes à y participer. Je reconnais dans leur engagement, l'attitude républicaine nécessaire aux grands hommes face aux grands défis que leur impose l'histoire.

Mettons nous ensemble pour préserver la paix et la stabilité de notre pays. Unissons-nous pour faire bloc contre toutes les menaces, diffuses ou manifestes, qui pèsent sur notre cohésion nationale.

Dès lundi prochain, avec l'accord du Chef de l'Etat, j'entame les consultations officielles devant conduire au Dialogue Politique.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorables Députés,

Le Président de la République l'a lui même signifié : le Dialogue Politique doit déboucher sur la mise en place d'institutions plus fortes et consensuelles. Il doit nous amener à nous entendre sur l'amélioration des processus d'organisation des élections politiques dans notre pays.

En attendant de connaître les conclusions du Dialogue Politique ainsi que les réformes institutionnelles à engager, deux défis politiques majeurs sont à relever : amplifier l'autonomisation de la femme à travers la mise en œuvre du programme de la Décennie de la Femme; faire aboutir la décentralisation de notre administration territoriale.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorables Députés,

De nos jours, la scène politique est marquée notamment par l'affirmation croissante dans le débat public, d'acteurs nouveaux tels la société civile, les femmes et les jeunes.

Il nous faut dorénavant tenir compte, dans la gouvernance de nos institutions, de cette nouvelle donne et de cette demande réelle de plus de démocratie citoyenne.

A ce propos, la loi sur les quotas que vous avez adoptée il y a quelques mois, indique clairement la direction à suivre. L'un des acteurs caractérisant cette évolution, la femme, a été pris en compte dans un programme politique et social faisant partie des grandes décisions présidentielles du septennat passé: la décennie de la femme.

Ce programme, nous le savons tous, vise à intégrer davantage la femme au cœur de l'œuvre de construction nationale en renforçant son autonomie et sa contribution.

Le volet politique du programme de la décennie de la femme nous interpelle tous. Le Président de la République, Chef de l'Etat, veut favoriser l'accès de plus de femmes aux responsabilités politiques et administratives selon les quotas définis par la loi.

Aujourd'hui plus que par le passé, nous ne pouvons méconnaître le

rôle des femmes dans le développement des sociétés démocratiques. Par leurs engagements et leurs actions, les femmes permettent des changements politiques majeurs : elles sont une composante indispensable et incontournable dans le processus de développement de notre pays ainsi qu'en témoigne la présence de femmes à la tête de quatre de nos institutions constitutionnelles.

Le Gouvernement actuel comprend un peu plus de 30% de femmes. Ce sont des femmes aux talents divers.

Pour certaines d'entre elles, la vie politique n'a plus de secrets : elles apportent l'expérience et l'assurance nécessaires à l'action gouvernementale.

D'autres viennent de la haute administration, ajoutant ainsi à la technicité dont le Gouvernement a toujours besoin.

D'autres encore, du secteur privé et de la société civile : elles permettent au Gouvernement d'avoir un regard neuf et plus incisif sur les défis à relever. La diversité de ces trajectoires contribue à enrichir tant qualitativement que quantitativement l'action du Gouvernement.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorables Députés,

La décentralisation reste un objectif majeur de mon Gouvernement, la loi a été votée, il faut maintenant lui donner tous les moyens réglementaires pour pouvoir être pleinement appliquée.

Conscients de cet enjeu, nous prendrons des initiatives hardies afin d'assurer la pleine application de la loi n° 001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation.

Un nouveau transfert de compétences sera organisé au profit des collectivités locales, qui sera accompagné des ressources correspondantes abondées dans un Fonds d'Investissement Provincial. Ce fonds sera le bras armé d'une politique visant à assurer un développement économique mieux réparti.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorables Députés,

Le monde entier fait face à une crise économique pernicieuse qui frappe davantage les pays producteurs de matières premières, dont principalement le pétrole. Le coût du pétrole a baissé de plus de 50% de sa valeur en 2012 et ne connaîtra pas de si tôt les plafonds qu'il avait atteints entre 2010 et 2012.

La croissance économique mondiale devrait rester modeste en 2016, soit 3,1%. Elle augmenterait à 3,4% en 2017. Un contexte qui entraînera inéluctablement une chute de la croissance de l'Afrique subsaharienne de 1,4% en 2016, alors que ses prévisions pour 2017 sont de l'ordre de 3%.

Le Gabon, dont l'économie dépend en grande partie du pétrole, subit comme d'autres pays producteurs, les conséquences de cette crise et doit gérer ses ressources budgétaires autrement pour y faire face.

En 2012, au pic pétrolier, les recettes pétrolières annuelles de l'Etat étaient de 1500 milliards de FCFA. Elles ne représentent plus que 400 milliards en 2016. Soit une diminution de 1100 milliards de FCFA.